



1^{er} Mai 2015 contre l'austérité

Malgré un silence médiatique total, le 9 avril, 300 000 manifestants ont répondu à l'appel uni de CGT, FO, FSU et Solidaires. Les revendications sont claires : arrêt de l'austérité, retrait du pacte de responsabilité, de la loi Macron, de la réforme territoriale, qui ont pour unique objectif la destruction de toutes les garanties collectives des salariés.

Le gouvernement, de son côté, a clairement indiqué sa volonté de continuer coûte que coûte et d'aller encore plus loin : de nouvelles contre-réformes sont déjà annoncées.

Le 9 avril, par son ampleur, montre qu'un mouvement profond pour les revendications est engagé. Face à l'offensive d'ensemble, il faut renforcer l'axe de résistance pour bloquer le pacte de responsabilité et la volonté conjointe du patronat, du gouvernement et de leurs supplétifs d'aller encore plus loin.

« Pacte de responsabilité » :

- **Un plan de rigueur jamais vu : 50 milliards de réduction des dépenses publiques. Une véritable saignée !**

10 milliards sont pris sur l'assurance maladie, donc sur l'hôpital public et le remboursement des soins par la « Sécu ».

Tous les salariés s'appauvrissent : 7 ans de blocage des salaires pour 5 millions de fonctionnaires. Le gel dans le public pèse sur l'ensemble des salaires du privé. Les allocations familiales et logement sont bloquées jusqu'en 2016. Les retraites sont gelées depuis 2013. Les services publics touchés de plein fouet par la rigueur sont au bord de l'explosion.

- **Pour les patrons, 40 milliards de cadeaux supplémentaires pour licencier et accroître les profits !**

40 milliards d'euros sont pris à la Sécurité Sociale et offerts en cadeau aux patrons sous forme d'exonérations de cotisations sociales. Le gouvernement prépare la mise en faillite de la « sécu » soi disant pour favoriser l'emploi. En réalité, jamais, les exonérations n'ont fait baisser le chômage. Au contraire, le chômage et la précarité explosent. Les profits et les bénéfices des entreprises du CAC 40, eux, sont en constante augmentation, avec des résultats à « deux chiffres ».

La loi Macron, loi des patrons :

Facilite les licenciements ; étend le travail le dimanche et le travail de nuit, programme la fin des compensations salariales ; permet aux patrons de court-circuiter le droit du travail et la justice Prud'homale...

Un bon début selon le MEDEF, mais un début seulement... Très obéissant, le gouvernement annonce son intention d'aller plus loin. **Le CDI est directement dans le collimateur et avec la loi sur le « dialogue social » en préparation, il serait possible de contourner les organisations syndicales dans les entreprises.**

**Dans la continuité de la grève interprofessionnelle du 9 avril,
Refusons l'austérité, exigeons le retrait du pacte de responsabilité,
de la loi Macron, de la réforme territoriale**

**RASSEMBLEMENT LE 1^{er} MAI
COMPIÈGNE COURS GUYNEMER 10H00**